

Reconstruction de l'EHPAD "Chabre", du FAM "4 saisons" et d'un service de geronto psychiatrie en extension de l'EHPAD-ULD "BUECH" du Centre Hospitalier Buëch Durance à LARAGNE (05300)



SOUSCRIPTION DE CONTRATS D'ASSURANCES CONSTRUCTION

LOT N°2 : TOUS RISQUES CHANTIER

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1 SOUSCRIPTEUR	3
1.2 CONSTRUCTION A ASSURER	3
ARTICLE 2. TOUS RISQUES CHANTIER	4
2.1 OBJET DU CONTRAT	4
2.2 BÉNÉFICIAIRES DU CONTRAT	4
2.3 OUVRAGE & BIENS GARANTIS	4
2.4 LES GARANTIES DE BASE	4
2.5 GARANTIES MAINTENANCE VISITE	5
2.6 GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	5
2.7 MONTANTS DES GARANTIES	6
2.8 RECONSTITUTION DES GARANTIES	6
2.9 PROROGATION DES GARANTIES	6
2.10 ARRÊT DU CHANTIER	6
2.11 ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE DE CAPITAUX	7
2.12 GESTION DES SINISTRES	7
2.13 EXCLUSIONS	7

Article 1. Présentation de l'opération

1.1 SOUSCRIPTEUR

GHT des Alpes du Sud
CHICAS - Cellule des Marchés
Tél. : 04.92.40.28.04
Fax : 04.92.40.61.68
E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr

Centre Hospitalier Buëch-Durance
Rue Dr Provansal
05300 LARAGNE MONTEGLIN

Représenté par : M. Jean-Michel ORSATELLI, Directeur

1.2 CONSTRUCTION A ASSURER

1.2.1 DESIGNATION

Reconstruction de l'EHPAD "Chabre", du FAM "4 saisons" et d'un service de geronto psychiatrie en extension de l'EHPAD-ULD "BUECH" du Centre Hospitalier Buëch Durance à LARAGNE (05300)

Date de la déclaration Réglementaire d'Ouverture de Chantier : 24/12/2024 (période de préparation)
Durée totale prévue du chantier : 20 mois

COÛT DE L'OPÉRATION : 12 028 634 € (construction neuve et travaux dans l'existant)

DESIGNATIONS	ENTREPRISES	ASSUREUR	MONTANT € HT	MONTANT € TTC
Maîtrise d'œuvre	Atelier Brigitte GALLONI	MAF	763 436,26 €	916 123,51 €
C.T.	SOCOTEC	AXA	30 420,00 €	36 504,00 €
Etude géotechnique (G1)	AQUITER SCOP	ARCO	4 610,00 €	5 532,00 €
Etude géotechnique (G2 AVP)	AQUITER SCOP	ARCO	12 130,00 €	14 556,00 €
SOUS-TOTAL HONORAIRES			810 596,26 €	972 715,51 €
Lot 1 CURAGE DEMOLITION TERRASSEMENT GO (HORS DEMOLITION, CURAGE & DESAMIANPAGE)	ESTIENNE CONSTRUCTION	MMA	2 441 483,00 €	2 929 779,60 €
Lot 2 VRD (HORS TERRASSEMENTS GENERAUX)	EDMOND POLDER	SMABTP	912 169,30 €	1 094 603,16 €
Lot 3 ETANCHEITE	Société d'étanchéité Alpine	SMABTP	366 556,92 €	439 868,30 €
Lot 4 ITE	INDIGO BATIMENT	AXA	346 724,50 €	416 069,40 €
Lot 5 MENUISERIES EXTERIEURES OCCULTATIONS	ALPES PROVENCE MENUISERIES	I'Auxiliaire BTP	556 503,99 €	667 804,79 €
Lot 6 CLOISONS DOUBLAGES FAUX-PLAFONDS	BARBIERI	MMA	547 606,00 €	657 127,20 €
Lot 7 MENUISERIES INTERIEURES AGENCEMENT	IROKO SAS	Abeille Assurances	696 695,00 €	836 034,00 €
Lot 8 SERRURERIE	METALLERIE CHEVALIER	AXA	117 205,00 €	140 646,00 €
Lot 9 CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION PLOMBERIE GTC	ALPES SANITHERM	SMABTP	1 201 362,53 €	1 441 635,04 €
Lot 10 CFO CFA	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES MEDITERRANEE	SMABTP	1 112 634,06 €	1 335 160,87 €
Lot 11 FLUIDES MEDICAUX	GAZ PUR ET FLUIDES		36 100,00 €	43 320,00 €
Lot 12 REVETEMENT DE SOLS ET MURS DURS	GAP CARRELAGE	I'Auxiliaire BTP	159 996,89 €	191 996,27 €
Lot 13 REVETEMENT DE SOLS ET MURS SOUPLES	Société Coopérative De Peinture Et Aménagement	SMABTP	389 927,00 €	467 912,40 €
Lot 14 PEINTURE ET SIGNALETIQUE	SPINELLI BATIMENT	SMABTP	145 521,50 €	174 625,80 €
Lot 15 ASCENSEURS	EUROPA ALPES TECHNOLOGIES	AXA	98 800,00 €	118 560,00 €
Lot 16 RAILS LEVE-MALADE	SCEMED	SMABTP	83 979,46 €	100 775,35 €
Coût des travaux			9 213 265,15 €	11 055 918,18 €
COUT TRAVAUX & HONORAIRES (HORS DEMOLITION, CURAGE & DESAMIANPAGE)			10 023 861,41 €	12 028 633,69 €

Ce montant des travaux est défini comme le montant prévisionnel de l'ensemble des travaux afférents à la réalisation des ouvrages garantis y compris les honoraires de maîtrise d'œuvre, Géotechniciens (G1+G2) et de contrôle.

Article 2. Tous Risques Chantier

2.1 OBJET DU CONTRAT

Les garanties du contrat ont pour objet de garantir les dommages matériels à l'ouvrage en cours de travaux et plus généralement, tous les biens lorsqu'ils se trouvent sur le chantier du Maître d'Ouvrage ou dont il a la garde, la détention ou la possession.

2.2 BÉNÉFICIAIRES DU CONTRAT

Sont considérés comme Assurés : Le souscripteur, le Maître d'ouvrage, le Mandataire du Maître d'Ouvrage, les Architectes, les B.E.T., les ingénieurs, les techniciens, les bureaux de contrôles, le Maître d'œuvre, les sous-traitants, les fournisseurs, les mandataires des entreprises lorsqu'ils interviennent sur le site et d'une manière générale tout intervenant à l'opération de construction.

Ils sont par ailleurs tous réputés tiers entre eux. Les garanties s'exerceront sans recours à l'égard des Assurés. Toutefois, l'Assureur conserve tout recours à l'encontre de toute personne non assurée par le présent contrat.

2.3 OUVRAGE & BIENS GARANTIS

- L'ouvrage spécifié aux Conditions Particulières.
- Les travaux préparatoires, les fouilles archéologiques, les terrassements, les fondations, les VRD, les travaux de démolition ou déconstruction.
- Les ouvrages provisoires.
- Les matériaux et éléments d'équipement destinés à faire partie intégrante de l'ouvrage.
- Les dommages occasionnés aux parties préexistantes.
- Le matériel et l'outillage.
- Les échafaudages nécessaires à l'exécution des travaux.
- Les baraquements de chantier.
- Les engins de chantier.
- Les plans, devis, documents techniques, administratifs et comptables, l'ensemble des études géotechniques, architecturales, techniques, de contrôle, d'hygiène et de sécurité, les sondages, essais et contrôles.

2.4 LES GARANTIES DE BASE

Sont garantis, tous les dommages matériels de caractère accidentels, imprévus, soudains et fortuits subis par les biens assurés et survenant en cours de travaux.

Sont notamment garantis les dommages résultants :

- D'incendie, d'explosion, de foudre, de la grêle, poids de la neige, de tempête, d'ouragan et cyclones, de glissement ou d'affaissement de terrain, des eaux y compris refoulement d'égouts.
- De catastrophes naturelles au sens de la Loi N°82-600 du 13 Juillet 1982 et textes subséquents.
- De grèves, d'émeute, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme, de sabotage et d'attentats.
- De négligences, actes de malveillance, erreurs de conception ou de réalisation, d'un effondrement ou d'une menace grave et imminente d'effondrement.
- D'erreurs ou de défaut de conception, de calcul, de plan d'atelier, de fabrication, de démolition, de démontage, de construction, de montage, d'assemblage, de stockage, de vice de matériaux.
- Choc de véhicule (identifié ou non), chutes d'appareils de navigation aérienne ou d'engins spatiaux (y compris les objets en provenance de...)
- Le vol par effraction (uniquement dans le bâtiment clos et couvert et construit en dur).

Sont inclus dans les garanties de bases les frais de déblaiement, démolition, déplacement remplacement, retraitement, sauvetage, nettoyage, démontage, réparations provisoires etc. rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre à concurrence d'une somme égale à 15% du coût de la construction.

2.4.1 Point de départ et durée des garanties

Les garanties du contrat commencent pour les biens assurés, au plus tôt à la date réglementaire d'ouverture du chantier ou à la date du premier ordre de mission ou après déchargement sur le chantier et cesse, au plus tard, à la première des deux dates suivantes :

- Réception de l'ouvrage,
- Occupation définitive des locaux.

Il est précisé que la prise de possession éventuelle par le Maître d'Ouvrage avant la réception, pour l'installation des locaux d'exploitation ne vaut pas réception.

Dans le cas où la mise en service partielle de l'ouvrage interviendrait, les garanties sont maintenues en vigueur jusqu'à la date de mise en service complète.

2.5 GARANTIES MAINTENANCE VISITE

La garantie s'applique à toutes les pertes ou aux dommages subis par tout ou partie de l'ouvrage et qui seraient la conséquence de négligence, d'erreurs, de fausse manœuvre imputable à un assuré lorsque ce dernier revient sur le chantier pour l'accomplissement des seules obligations contractuelles qui lui incombent conformément au marché initial dans le cadre des opérations suivantes : levées de réserves indiquées lors de la réception, visites de contrôle, réglages, mise au point, entretien, réparations, etc.)

2.5.1 Point de départ et durée de la garantie

La garantie commence pour chaque bien assuré soit à la date de réception, soit à la date d'occupation, même partielle des locaux pour une durée de 12 mois. À charge de l'ide faire connaître les dates auxquelles auront lieu les divers transferts de propriété.

2.6 GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

En complément des garanties définies aux articles IV et V ci-avant, sont également couverts les risques ci-après énumérés (sous réserve des montants indiqués à l'article VI ci-après).

2.6.1 Dommages aux existants

L'opération menée se déroule en site occupé, avec un maintien d'activité de l'ensemble de l'établissement.

De ce fait, sont garantis les dommages aux existants exclus du champ d'application de l'article L 243-1-1 du code des assurances.

S'agissant d'une opération à tiroirs, il est expressément convenu que les ouvrages faisant l'objet d'une réception (partielle) intègrent ces existants couverts.

2.6.2 Frais de démolitions, déblais etc.

Seront garantis les frais de déblaiement, de démolition, de décontamination, retraitement, de nettoyage, de déminage, de séchage et de pompage rendus nécessaires à la réparation des biens assurés ou pour la poursuite de l'exécution de l'opération.

Cette garantie ne concerne pas les frais inhérents à la réfection de l'ouvrage assuré, déjà couverts dans la garantie des dommages à l'ouvrage.

2.6.3 Vol et tentative de vol

La garantie s'étend aux dommages résultant de la disparition des biens garantis ou de leurs éléments affectés à la construction. Elle est étendue aux installations de chantier autres qu'aux matériels d'exécution des entreprises.

2.6.4 Bris de Glaces

La garantie Bris de Glaces s'étend aux frais de réparation et de remplacement, y compris les frais de dépose et de pose et concerne tout produit verrier faisant partie de l'ouvrage. Cette garantie ne couvre pas les simples rayures, ébréchures, écaillages ainsi que les bris causés par la vétusté ou le défaut d'entretien des enchâssements, soubassements ou encadrements de la glace endommagée.

2.6.5 Vice imprévisible du sol

La garantie s'étend au paiement des travaux supplémentaires rendus nécessaires par un vice imprévisible du sol.

On entend par « vice imprévisible du sol » toute caractéristique technique du sol, imposant un dispositif adapté, non décelée avant la phase opérationnelle.

On entend par « travaux supplémentaires », les travaux autres que ceux prévus dans les marchés des conducteurs, dont l'exécution est nécessaire, en raison d'un vice imprévisible du sol, pour permettre la réalisation de la construction telle que définie par le permis de construire la concernant et qui entraîne une augmentation du coût total prévisionnel de construction, majoré le cas échéant du poste conventionnellement retenu pour les imprévus.

On entend par « étude technique de sol » l'étude de projet géotechnique.

L'application de cette garantie est subordonnée, par opération de construction, à la réalisation préalable de toute exécution des travaux d'une étude technique des sols par un bureau d'études spécialisé et d'un contrôle de l'opération de construction par un contrôleur technique agréé.

Sont exclus de cette garantie les opérations de construction objet de réserves de la part du bureau de contrôle lorsque le sinistre trouve son origine dans l'objet même de ces réserves.

2.6.6 Frais d'heures supplémentaires et de transport à grande vitesse

La garantie s'étend au paiement des frais supplémentaires de main d'œuvre et de transport rapides des matériaux et matériels en vue de la reprise rapide des travaux de construction en cas de sinistre indemnisable.

Cette garantie est accordée à concurrence d'un montant épuisable pour la durée de la garantie.

2.6.7 Frais en cas de péril imminent – Mesures conservatoires

La garantie s'étend au paiement des frais engagés pour éviter ou limiter les dommages matériels en raison d'un péril imminent ou d'une menace grave et imminente d'effondrement.

Le montant des dépenses engagées ne doit pas être supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'ils ne les avaient pas engagées.

2.6.8 Les frais et honoraires

La garantie s'étend au remboursement des frais d'architectes, ingénieurs conseils, bureaux de contrôle, consultants chargés des études indispensables à la réparation du sinistre.

De même la garantie s'étend aux frais engagés par l'assuré pour la reconstitution des plans et dessins perdus ou endommagés lorsqu'ils se trouvent sur le site.

L'ensemble de ces frais seront à la charge de l'assureur à concurrence d'un montant épuisable fixé aux Conditions Particulières.

2.6.9 Honoraires d'Expert

Sont garantis au titre du présent contrat, les frais et honoraires de l'Expert nommé.

2.7 MONTANTS DES GARANTIES

GARANTIES DE BASE	Limite et plafond de garantie	Franchise
Dommages aux ouvrages	À concurrence du coût des travaux	5000 €
Maintenance-Visite	À concurrence du coût des travaux	
GARANTIES COMPLÉMENTAIRES	Limite et plafond de garantie	Franchise
Dommages aux existants	1 500 000 €	5000 €
Frais de démolitions, déblais etc.	300 000 €	
Vol et Tentative de Vol	300 000 €	
Bris de Glaces	300 000 €	
Vice imprévisible du sol	100 000 €	
Frais d'heures supplémentaires et de transport à grande vitesse	150 000 €	
Péril imminent	1 500 000 € Dont 500 000 € de mesures conservatoires	
Frais et Honoraires	300 000 €	
Honoraires d'Expert	100 000 €	

Les montants de capitaux ci-dessus sont épuisables jusqu'au terme des garanties.

2.8 RECONSTITUTION DES GARANTIES

Les montants de garanties définies aux présentes Conditions Particulières seront réduits de plein droit après sinistre du montant des indemnités correspondantes, de telle sorte que l'Assureur ne puisse jamais être engagé au-delà de ces montants pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée des garanties.

Toutefois, les montants de ces garanties pourront être reconstitués sur demande du Maître d'Ouvrage. Dans ce cas, la demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le montant du complément de cotisation nécessaire à la reconstitution de ou des garanties, fera l'objet d'un avenant.

Cette reconstitution de garantie ne pourra être accordée que si elle est demandée au plus tard dans un délai de DEUX MOIS suivant le versement de l'indemnité de la dernière fraction d'indemnité.

2.9 PROROGATION DES GARANTIES

Le Souscripteur s'engage à faire connaître à l'Assureur les dates auxquelles auront lieu les divers transferts de propriété. Dans le cas où la durée des travaux dépasserait la date prévisionnelle de réception des ouvrages ou dans le cas où les différents biens faisant partie de l'ouvrage seraient réceptionnés à des dates différentes (notamment en raison de réceptions partielles), il est précisé que l'ouvrage ou les parties d'ouvrage non réceptionnés resteraient couverts pendant une durée maximale de 2 mois.

Les garanties peuvent être éventuellement prolongées au-delà des 2 mois supplémentaires, sur demande expresse du Souscripteur, moyennant une surprime à payer dont le montant sera fixé par avenant.

2.10 ARRÊT DU CHANTIER

Les garanties demeurent acquises en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de DEUX MOIS, prolongeables au-delà sur demande du Maître d'Ouvrage.

Toutefois, il devra aviser l'Assureur par lettre recommandée dans les 10 jours de l'arrêt des travaux, des raisons de cet arrêt et des dispositions prises sur le chantier au cours de cet arrêt (surveillance, gardiennage, stabilisation des ouvrages, mesures de protection etc.). Une prime complémentaire pourra être demandée par l'Assureur dont le montant sera fixé par avenant.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le Maître d'Ouvrage doit en informer l'assureur par lettre recommandée dans un délai de 30 jours et le contrat d'assurance pourra être résilié. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

2.11 ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE DE CAPITAUX

La prime étant révisable en fonction du montant définitif de l'ouvrage, le Maître de l'Ouvrage s'engage à déclarer le coût total définitif de la construction et à régler le complément de prime résultat.

En contrepartie, l'Assureur s'engage à ne pas appliquer la règle proportionnelle de capitaux prévue par l'article L.121.5 du Code des Assurances.

2.12 GESTION DES SINISTRES

L'assurance ne peut-être une cause d'enrichissement pour l'Assuré (article L.121-1 du Code des Assurances).

Elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles, évaluées suivant les normes du marché et dans les meilleures conditions économiques permettant la remise en état normal des parties endommagées.

Dans ces conditions, l'indemnisation sera égale, dans la limite des garanties souscrites, au montant des dommages matériels au jour du sinistre, déduction faite (le cas échéant de la franchise).

L'indemnisation s'effectuera TVA incluse et sera réglée directement au Maître d'Ouvrage.

2.12.1 Déclaration de sinistre

Le Maître d'Ouvrage disposera d'un délai de 8 jours, à compter du jour où il aura eu connaissance d'un sinistre, pour le déclarer à l'assureur, à l'exception de la garantie Vol où il doit, dans les 48 heures, en faire la déclaration à l'Assureur, et déposer plainte. Il doit adresser le récépissé de dépôt de plainte et une déclaration manuscrite de sinistre à l'assureur pour obtenir le règlement de l'indemnité.

Il s'engage à aviser l'assureur en cas de récupération des biens volés.

2.12.2 Indemnisation

Dans tous les cas l'indemnité maximale est limitée aux montants assurés indiqués dans les Conditions particulières. Le montant des dommages sera fixé d'un commun accord entre les parties ou à défaut par expertise.

Les assureurs s'engagent à verser, dans les 30 jours qui suivent la remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés, un acompte égal à 30% du montant des dommages et le solde dans un délai d'un mois uniquement sur présentation de justificatif.

En cas de reconstruction des ouvrages en cours de travaux, l'assureur indemnise la réparation, le remplacement ou la reconstruction à l'identique avant sinistre SANS VETUSTE, avec les matériaux, techniques et usages du moment de manière à ce que les bâtiments présentent après sinistre les qualités équivalentes aux qualités initiales des bâtiments sinistrés.

En cas de dommages aux existants, l'assureur indemnise d'après la valeur de reconstruction ou de remplacement au jour du sinistre, VETUSTE DEDUITE. En cas de sinistre partiel touchant une machine, l'indemnité est égale au coût de réparation ou de remplacement des pièces détériorées sans pouvoir excéder la valeur vénale, au jour du sinistre, de la machine endommagée.

2.12.3 Clause des 72 heures

Tous les sinistres aux biens assurés qui surviennent dans un laps de temps de 72 heures consécutives du fait d'un tremblement de terre, d'une tempête, d'un ouragan, d'un cyclone, d'un affaissement, d'un glissement de terrain ou d'une inondation, d'éruption volcanique, dommages causés par les eaux, effondrement ou autres événements naturels, émeutes et mouvements populaires sont considérés, eu égard à la somme assurée et à la franchise, comme un seul et même sinistre.

2.12.4 Non résiliation après sinistre

Contrairement aux dispositions de l'article R 113-10 du Code des Assurances, l'Assureur renonce à invoquer la survenance de tout sinistre pour exercer, de ce seul fait, son droit de résiliation.

2.13 EXCLUSIONS

2.13.1 Ne sont pas couverts au titre du présent contrat

- Les pertes ou dommages survenus avant la date de prise d'effet du présent contrat.
- Les conséquences de faits ou événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat et connues

de l'Assuré avant la date d'effet du contrat.

- Les dommages causés ou provoqués intentionnellement par l'Assuré.
- Les dommages causés par l'inobservation inexcusable des règles de l'art telles qu'elles sont définies par les règlements en vigueur, les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ou les normes établies par les Organismes compétents à caractère officiel ou dans le marché des travaux concerné lorsque cette inobservation est le fait de la direction de l'entreprise assurée ou des personnes ayant reçu pouvoir de cette direction.
- Les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiation provenant de la transmutation du noyau d'atome ou de la radioactivité et les effets de radiations provoquées par un accélérateur artificiel de particules.
- Les dommages résultant de la guerre étrangère ou de la guerre civile.
- Les dommages occasionnés par des grèves, des attroupements et rassemblements ainsi que par des émeutes, mouvements populaires, attentats et actes de terrorisme ou de sabotage, si l'Assuré y a pris une part active.

2.13.2 Sont également exclus des garanties

- Tous les frais supplémentaires entraînés par :
 - Des améliorations ou des changements apportés aux biens endommagés à l'occasion d'un sinistre indemnisable, dès lors que ces améliorations et/ou changements ne sont pas une condition nécessaire à la réparation du dommage,
 - La suppression d'une malfection n'ayant pas entraîné de dommages matériels à l'ouvrage,
 - La rectification des défauts de conception, de matière, de construction, de vices, de plans ou d'erreurs de calculs, n'ayant pas entraîné de dommages matériels aux biens assurés.
- Les dommages matériels subis par les biens assurés résultant de ces défauts et vices étant eux couverts, y compris la partie viciée.
- Les dommages résultant de réparations provisoires ou de fortune, effectuées sans l'accord de l'Assureur.
- Les dommages subis par les ouvrages ayant motivé des réserves techniques du contrôleur technique, du maître d'œuvre, d'un bureau d'études ou du maître d'ouvrage, si le sinistre trouve son origine dans l'objet même de ces réserves et ce, tant que celles-ci n'auront pas été levées si les intéressés n'ont pas apporté la diligence nécessaire, à dire d'expert pour réaliser les actions permettant la levée desdites réserves.
- Les pertes et dommages survenus aux espèces, valeurs, dessins, titres et archives de toute nature.
- Tous les frais d'injection, dans les sols, SAUF ceux nécessaires à la stricte réparation d'un dommage matériel garanti.
- Les dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement à la détérioration provenant d'une altération de substance.

2.13.3 CONVENTION

Par dérogation aux Conditions Générales, Conventions Spéciales ou de tout autre document :

- Le Maître d'ouvrage remettra au titulaire du présent marché toutes les attestations d'assurances de responsabilité civile décennale des constructeurs dans un délai MAXIMUM d'1 MOIS à compter de la date de notification du marché.
- La Compagnie d'assurances (ou son intermédiaire) est tenue de procéder à la vérification des attestations des constructeurs dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans le mois qui suivra la remise des documents par les services du Maître d'ouvrage.
- La Compagnie d'assurances (ou son intermédiaire) devra tenir à disposition de l'expert les dossiers techniques qu'il aura constitué.
- Le délai de déclaration du coût total définitif de la construction est porté à 12 mois à compter de la date de réception des travaux.
- Il est entendu que les garanties Incendie, explosion, foudre ne seront plus acquises aux Assurés après réception, l'ouvrage devant être couvert par une police Incendie, explosion, foudre à la charge de l'exploitant.

Fait à : _____

Le : __ / __ /2025

Tampon et Signature du Titulaire